

13 mai 1996, Montréal

Allocution devant les membres de la communauté italienne de Montréal

Monsieur le Président du Congrès Italo-canadien région Québec

Monsieur le Président de l'Association des gens d'affaires et professionnels italo-canadiens

Monsieur le Président de la Fondation communautaire canadienne-italienne du Québec

Distinti invitati Membri della comunità italiana del Québec Cari amici Buona sera

Je suis très heureux que trois importantes organisations aient jugé bon de joindre leurs efforts pour me recevoir ce soir. Vous le savez, j'ai accepté cette invitation avec empressement, car nous avons des choses à nous dire, nous avons du travail à faire ensemble, nous avons des solidarités à bâtir.

Nous sommes en mai, à peine six mois se sont écoulés depuis le grand débat référendaire qui nous a occupés l'an dernier. Néanmoins, déjà, le climat n'est plus le même. Déjà, ceux qui hier faisaient campagne pour le Non et pour le Oui mettent ensemble leur considérable énergie en faveur d'intérêts communs: la création d'emplois, la relance de Montréal, l'économie sociale, l'élimination du déficit québécois.

Nous rendions publique il y a dix jours la liste des gens qui travailleront aux grands chantiers ouverts par la conférence socio-économique du mois de mars. Le nombre de candidats a été phénoménal. Représentants patronaux et syndicaux, des villes et des campagnes, Québécois de toutes origines se sont portés volontaires pour donner leur temps et leur énergie à ces grands défis.

Qui aurait cru, il y a six mois, que le président de la Banque Royale, Monsieur John Cleghorn, et le président de la Confédération des Syndicats Nationaux, Monsieur Gérald Larose, travailleraient côte à côte sur le chantier de l'économie et de l'Emploi, aux côtés du président de l'Assemblée des Premières nations du Québec, Monsieur Ghislain Picard ? Le président de la Banque Nationale, Monsieur André Bérard, a accepté de présider le chantier portant spécifiquement sur la relance de Montréal. Une petite équipe, tirée du secteur privé et du secteur public, des partenaires socio-économiques, a pour tâche de faire le tri parmi les projets disponibles et d'en inventer de nouveaux. Il déposera au Sommet de l'automne un plan de travail fouillé, précis et immédiatement opérationnel pour créer, dans la métropole, de nouveaux emplois, occuper de nouveaux créneaux, ouvrir de nouvelles perspectives. Monsieur Bérard et son équipe ne s'occuperont pas de structure ou de réglementation. Ils auront une obsession : mettre plus de Montréalais au travail. On retrouve entre autres dans son équipe des gens que vous connaissez bien: Monsieur Lino Saputo, président des Fromage Saputo, et Monsieur Francesco Bellini, président de Biochem-Pharma.

Mais la relance de Montréal est l'affaire de tous les Montréalais et de ceux qui, comme les membres de l'auditoire, ce soir, ont une grande expérience en matière de démarrage d'entreprises, de création d'emplois, d'exportation et de solidarité. Dans ce qui semblait,

depuis quelques mois, être un climat absolu de morosité et de déclin, on retrouve maintenant une volonté de relance et de travail. Vous qui avez su, dans des tas de secteurs d'activité, créer et développer des entreprises, êtes appelés maintenant à participer à cet effort québécois et notamment métropolitain pour retrouver le chemin de la croissance et du travail. Ces solidarités, ces volontés de mettre de côté nos divergences et d'œuvrer au mieux-être de tous les Québécois ne sont pas apparues par magie, bien sûr. Il a fallu les encourager, leur donner des occasions de surgir. Un des objectifs de mon gouvernement est de les voir maintenant grandir. Mais il faut se rendre à l'évidence: il y a, parmi tous les citoyens du Québec, une prédisposition : un penchant pour la bonne entente, un penchant pour l'entraide, un penchant pour la convivialité, un penchant pour la joie de vivre. D'autres sociétés auraient mis des années à se remettre d'un débat aussi difficile que celui de l'an dernier. Je ne dis pas que nous avons reconstruit tous les ponts, bien sûr. Il faut encore beaucoup de travail. Mais je dis que les progrès réalisés depuis six mois sont plus rapides et plus prometteurs que ce à quoi nous aurions pu raisonnablement nous attendre. Et nous le devons au caractère des femmes et des hommes d'ici.

D'où nous vient ce penchant? Qui peut le dire? Les Québécois d'origine française, d'origine italienne, d'origine amérindienne, d'origine irlandaise, d'origine haïtienne et bien d'autres, en étaient largement pourvus, au moment où ils se sont rencontrés. Le métissage culturel qui en a résulté n'a pu qu'en augmenter la dose et c'est heureux. Il est d'ailleurs extraordinairement contagieux, ce penchant pour la bonne entente. Il est notre principal outil d'intégration. Notre principal attrait touristique. Notre principale carte de visite.

Je voudrais que ma présence parmi vous aujourd'hui soit une illustration de plus de notre capacité d'œuvrer ensemble sur des projets communs. Je sens d'ailleurs que je n'ai pas à vous convaincre. Dans le journal *Il Cittadino*, le Congresso exposait récemment les raisons qui avaient menées le Congrès Italien à participer à l'organisation de cette rencontre. Je voudrais en citer un passage : « Aldilà delle ideologie, il Congresso intende dimostrare che membri della nostra comunità vogliono lavorare per la prosperità della Provincia, perché questo è importante per tutti... E gli Italiani, che sono parte integrante della Provincia, non si sentono al di fuori, ma parte attiva della vita nel Québec. » Fin de la citation.

Mes amis, nous sommes précisément sur la même longueur d'onde. Le Congresso parle d'économie comme d'un chantier commun, et il a raison. J'ajouterais avec lui que la culture québécoise est notre chantier commun, que le progrès social, la réforme de l'éducation, celle de la fiscalité, que, bref, toute l'activité québécoise est importante pour tous et qu'elle doit se faire avec tous. Depuis quelques mois, le gouvernement et en particulier le nouveau ministre délégué aux Relations avec les citoyens, Monsieur André Boisclair, en concertation avec des Québécoises et des Québécois de toutes origines, définissent une nouvelle approche pour nos relations civiques et interculturelles.

Et puisque l'Italie constitue, après la France et le Royaume-Uni, la plus importante terre d'origine des Québécois, il m'a semblé que ce soir serait une bonne occasion de livrer, ici, l'état de nos réflexions sur la nouvelle étape que nous voulons franchir ensemble, vers un Québec plus inclusif, vers un Québec où personne « si senta al di fuori ». Le principe qui a d'ailleurs guidé la création du ministère des Relations avec les citoyens, le principe qui anime toute notre action, peut tenir en une phrase : Au Québec, il n'y a qu'une classe de citoyens : la première classe. Et tous ces citoyens, quelle

que soit leur origine, leur orientation sexuelle, leur foi religieuse, leur préférence politique, qu'ils préfèrent l'espresso ou le earl grey, ont les mêmes droits et les mêmes responsabilités.

Un autre principe devant nous guider pourrait se résumer comme suit: qu'on l'ait reçu en héritage ou qu'on l'ait choisi, le Québec appartient à tous les Québécois. Au cours des dernières années, nous nous sommes beaucoup penchés sur ce qui nous différenciait les uns des autres. Ces différences existent, elles font partie de nous, elles enrichissent nos vies, nos relations, nos actions. Mais ces différences sont d'autant plus profitables qu'elles s'insèrent dans un espace commun. Si on veut s'illustrer au soccer, il est bon de jouer à la même heure que le reste de l'équipe, dans le même stade, et avec à peu près les mêmes règles.

Notre stade à nous tous, ici, c'est le Québec. Notre équipe à tous, c'est le peuple québécois. Beaucoup de gens dans cette salle, ce soir, pensent que le peuple québécois a un avenir meilleur s'il reste dans la ligue canadienne. C'est une opinion qui est non seulement légitime mais qui, en démocratie, est bienvenue. D'autres, comme moi, pensent que le peuple québécois devrait avoir son propre état.

Mais quelle que soit notre préférence, il reste qu'il existe en Amérique du Nord un peuple singulier par son histoire, sa culture et sa langue commune, qui est le peuple québécois; il reste que ce peuple a démontré sa capacité et sa volonté de traverser les siècles. Au cours des dernières années, il y a eu un malentendu sur ce que ce mot signifiait. Qui est membre du peuple québécois? Et nous nous enfargeons toujours sur un mot : le mot « nous ». Je voudrais ce soir que nous nous efforcions, ensemble, à dissiper ce malentendu. Lorsque le premier ministre du Québec, lorsque le gouvernement et l'administration publique, disent : « nous, le peuple québécois », ils veulent dire tous les citoyens du Québec, sans distinction et sans exception.

Cela demandera, pour certains francophones, un changement de mentalité qui n'est pas complété, mais qui est en bonne voie. Cela demandera aussi, pour des Québécois de diverses origines, une volonté renouvelée de se sentir inclus. Les mots ont leur importance, les mentalités en ont plus encore. Les actions, surtout, vont tracer le chemin. Le défi qui se pose à nous est donc de façonner une société québécoise qui incarne et reconnaisse la multitude d'origine des Québécois, qui encourage le désir de participer à la vie collective du Québec et qui donne, finalement, à tous les Québécois la responsabilité du mieux-être de tous les Québécois.

Quelles sont nos valeurs communes? Elles sont nombreuses : L'égalité des sexes qui a fait au Québec des progrès que beaucoup de sociétés nous envient et qui va prendre bientôt le virage de l'équité salariale.

Le refus de la violence, en particulier à l'endroit des femmes et des enfants, qui fait du Québec un des endroits d'Amérique du Nord où l'on déplore le moins de crimes violents. Le respect de la démocratie, avec des lois électorales et de financement des partis politiques parmi les plus avancées au monde mais, surtout, avec une population bien informée, participant activement à sa vie politique, et se rendant aux urnes dans des proportions records. Mes amis, nous étions 94% à nous présenter pacifiquement aux urnes en octobre. Le respect de la diversité de nos origines, du pluralisme de notre société, ainsi que le respect

des droits de nos minorités historiques: la communauté anglophone et les nations amérindiennes. Il en découle bien sûr une action constante contre le racisme et contre toutes les formes de discrimination. L'économie de marché, la liberté d'entreprendre et de commercer constituent non seulement une caractéristique mais une force du peuple québécois. Aujourd'hui, l'entrepreneurship est une qualité répandue au Québec, comme en ont attesté la popularité du Régime d'épargne action et, récemment, celle du plan de démarrage d'entreprises. Les citoyens d'origine italienne ont d'ailleurs montré la voie et continuent de le faire, manifestant un niveau exceptionnel d'entrepreneurship. Une langue commune, qui est le français, et qui permet d'échanger, de créer et de se réinventer, de s'écouter et de se comprendre, au-delà de nos langues d'origines.

La solidarité sociale, enfin, une valeur présente dans nos familles et que nous étendons au reste de nos concitoyens. Le Québec est par excellence, en Amérique du Nord, le lieu des grandes corvées, des Fonds de solidarité, des consensus. Nous sommes en train de préparer de nouveaux pas dans ces directions avec le Sommet de l'automne, mais aussi avec ce concept d'économie sociale qui est à la fois créateur d'emplois et qui fait de la solidarité une richesse collective. Dans vos quartiers vous avez, là aussi, montré la voie, car on compte pas moins de 200 organismes communautaires à vocation diverses dans la communauté d'origine italienne. Et je sais qu'aujourd'hui, une de vos priorités concerne la condition de vos aînés, leur confort et leur environnement culturel, au moment de prendre des retraites bien méritées.

L'égalité des sexes, le refus de la violence, le respect de la démocratie et du pluralisme, le respect de la diversité des origines et des droits des minorités historiques, l'économie de marché, le désir de vivre dans une société francophone et la solidarité sociale, voilà les principaux dénominateurs communs de notre vie en société québécoise. Nous y adhérons tous et nous constituons, ensemble, le peuple québécois.

Nous constituons aussi, ensemble, la « société d'accueil » pour le nouvel arrivant. Car le Québec a été, est et sera une terre d'immigration. Mais les Québécois d'origine italienne, pas plus que les Saguenéens, ne sont aujourd'hui des immigrants. Ce sont des Québécois qui accueillent les nouveaux venus. En tant, donc, que société d'accueil, nous présentons nos valeurs communes au nouvel arrivant, en lui disant : « voilà ce que nous sommes, voilà ce qui nous unit, si tu veux partager ces valeurs avec nous, tu es le bienvenu ». J'ai parlé du désir de vivre dans une société francophone, elle passe par l'acquisition du français comme langue commune. En matière linguistique, les Québécois d'origine italienne, comme d'ailleurs le reste des Québécois, ont connu un parcours mouvementé et il y a eu, il faut l'admettre sans hésitation, des rendez-vous manqués. Mais en 1996, je ne vois plus de motif de discorde. Au contraire je sens une grande convergence.

Les trois quarts des Québécois d'origine italienne ont l'italien comme langue maternelle, ce qui n'est pas surprenant mais qui leur confère un avantage indéniable, moi je suis réduit à attendre la traduction, avant de lire le dernier Umberto Eco. Les deux tiers ont l'anglais comme langue seconde. Finalement, plus des quatre cinquièmes parlent le français, notre langue commune... plus des quatre cinquièmes! Il y a là, mes amis, le signe d'une grande volonté de vivre dans une société francophone, de participer, de ne pas être « al di fuori ». Puisque nous partageons essentiellement les mêmes valeurs, que nous parlons le même langage, que nous faisons partie du même peuple et que nous avons le même objectif, nous

devrions apprendre, mieux qu'aujourd'hui, à défendre les mêmes causes. Nous devons, ensemble, lutter contre la discrimination. Comme nous devons, ensemble, être soucieux de la protection et de la promotion du français au Québec. Comme nous devons aussi, ensemble, être vigilants pour assurer le dynamisme de la minorité anglophone et la protection de ses droits. Comme nous devons aussi, ensemble, assurer l'intégration des nouveaux arrivants à la société québécoise.

Je sens, dans le Québec de 1996, des signes annonciateurs de cette nouvelle solidarité québécoise. Beaucoup de non-francophones demandent, d'une part, l'application et le respect de la Charte de la langue française. Le Conseil national du Parti québécois, au terme d'un débat vigoureux, a d'autre part, pour la première fois, accepté de s'accommoder de l'affichage commercial régulier dans une autre langue, dans la mesure où la prédominance du français sera clairement respectée. De part et d'autre, il s'agit d'une ouverture majeure dont on n'a pas suffisamment souligné l'ampleur et qui annonce, là aussi, une nouvelle étape dans notre vie collective et dans les rapports interculturels du peuple québécois. Notre pari, en tant que gouvernement de tous les Québécois, est de s'appuyer sur cette double bonne volonté pour faire la démonstration qu'on peut faire avancer la place du français au Québec, tout en respectant l'expression de la diversité culturelle québécoise. Il y a beaucoup d'embûches sur cette voie. Beaucoup de réactions de méfiance. Beaucoup d'automatismes en divers milieux.

Mais je pense que nous sommes suffisamment nombreux, partout au Québec, qui pensons que nous pouvons être à la fois inquiets de la place du français à Montréal et vouloir agir pour en assurer la pérennité, à la fois soucieux de la diversité culturelle des citoyens et vouloir améliorer les relations interculturelles, à la fois désireux d'assurer le dynamisme de la communauté anglophone et des nations amérindiennes.

Je dis : je pense que nous sommes suffisamment nombreux à vouloir atteindre chacun de ces objectifs. Cependant il ne suffit pas de le vouloir. Il faut de plus agir pour que cela devienne une réalité. Agir pour le respect des lois linguistiques et prendre les devants pour réduire le nombre d'infractions. Agir pour assurer de meilleurs contacts entre les organisations culturelles et communautaires. Agir ensemble pour l'accueil et l'établissement des nouveaux arrivants. Agir pour protéger les droits des minorités, notamment le droit d'accès aux services de santé et services sociaux en anglais comme vient de le réaffirmer mon parti, et agir pour la résolution des tensions et des conflits de différentes natures.

Pour y arriver, il a d'abord le travail commun. J'ai indiqué tout à l'heure les noms de Québécois d'origine italienne qui participent au grand chantier sur la relance de Montréal. Des concitoyens anglophones et juifs sont également impliqués dans ces travaux, comme ils l'étaient lors de la conférence socio-économique et comme ils le seront lors du grand Sommet de l'automne.

Voilà notre modèle : la diversité du peuple québécois doit être visible, elle doit être agissante, dans les lieux de pouvoir, dans les réseaux où s'imaginent et se prennent les décisions. La relation interculturelles doit se vivre de la base jusqu'au sommet. Et nous ne devons pas attendre, pour y arriver, l'évolution naturelle des choses. Il faut déployer un effort particulier. Dans les années 70 et 80, ceux qu'on appelait les « Canadiens-français » ont pour ainsi dire

forcé la porte des réseaux du pouvoir économique au Québec. Maintenant qu'ils détiennent les postes de décision et qu'ils forment ces réseaux, ils doivent faire exprès d'y insérer maintenant des femmes et des hommes de talent et de compétence et qui sont le produit de notre diversité culturelle. Il s'agit des organismes de l'état, bien sûr. Mais il s'agit aussi, beaucoup, des réseaux culturels et d'affaires, des réseaux communautaires et syndicaux. Ce qu'il nous faut, finalement, c'est, de la part de la diversité culturelle québécoise, une volonté de participer et, de la part des réseaux de pouvoir et d'influence, une volonté de se diversifier. Avec le ministre délégué aux Relations avec les citoyens, le gouvernement inventera un ou des moyens d'accélérer ce processus.

À la base, nous incitons les organismes d'accueil des nouveaux arrivants à se décroiser entre eux et avec le reste de la société d'accueil. Souvent, des organismes monoethniques prennent le nouvel arrivant sous leur aile et c'est excellent. Nous les poussons cependant à œuvrer de concert avec la société qui les entoure, le CLSC, le CRD, l'arrondissement, les organisations non-ethniques de leur voisinage pour encourager, non seulement l'insertion du nouvel arrivant, mais celle des leaders de ces organismes dans les réseaux de pouvoir locaux. De même beaucoup de Québécois bénéficient, de par leur fonction et leur origine, de réseaux internationaux de contacts commerciaux ou culturels. Il leur incombe de partager cette richesse avec leurs concitoyens québécois pour en décupler l'impact sur l'économie. Vous aurez remarqué que le ministère de Monsieur Boisclair ne s'appelle plus celui des « communautés culturelles ». La raison en est bien simple. Il est arrivé que des Québécois d'origine italienne ou haïtienne demande un renseignement ou l'accès à un programme gouvernemental, et qu'il se fasse répondre : « Il y a un ministère pour vos gens, le ministère des communautés culturelles ».

Cela ne se reproduira plus. Aujourd'hui nous disons : « il y a un gouvernement pour vos gens et pour tous les gens, le gouvernement des Québécois ». Le ministère de Monsieur Boisclair peut servir d'incubateur à certaines initiatives nouvelles d'insertion à l'emploi, par exemple, de certaines clientèles. Mais si ces programmes doivent devenir permanents, s'ils ont atteint leur maturité, le ministère chargé de l'emploi devra prendre le relais et traiter ces clientèles avec le même égard et sur le même pied que les autres Québécois. Insister sur la notion de citoyens, insister sur ce qui nous unit, travailler coude à coude dans les réseaux du peuple québécois, est-ce à dire que des organismes comme les vôtres perdent leur sens? Certes non. Il est normal dans nos sociétés modernes que les individus se regroupent en fonction de leurs références culturelles, économiques, communautaires ou autres. D'ailleurs, ces regroupements, associations ou communautés de citoyens représentent et continueront de représenter à l'avenir des interlocuteurs crédibles et des partenaires importants pour le gouvernement.

Ces organisations sont des partenaires, entre autres, dans la tâche dont je vous parle ce soir. L'article de Il Cittadino que je citais tout à l'heure indiquait que notre rencontre d'aujourd'hui devait contribuer à « sfatare il mito que gli Italiani vadano sempre controcorrente ». Je ne connaissais pas l'existence de ce mythe. Au contraire j'ai l'impression que les Québécois d'origine italienne ont ouvert la voie dans beaucoup de domaines et ont su, dans l'histoire québécoise, prendre leur place dans les réseaux de pouvoir.

En 1665, déjà, Principe di Carignano était à la tête du régiment de Carignan. Antonio Crisafi fut nommé « Gouverneur des Trois-Rivières » par le Roi de France en 1703. Sous les ordres de

Montcalm, on trouvait le général Bourlamacchi. Plus près de nous au tournant du siècle, Monseigneur Paolo Bruchesi fut Archevêque de Montréal.

Aujourd'hui, il serait vain de vouloir nommer tous les citoyens québécois d'origine italienne qui font partie intégrante du tissu québécois. On les retrouve dans la construction, dans l'industrie alimentaire, la restauration et l'hôtellerie, l'immobilier et le courtage, l'industrie métallurgique, mécanique, électrique, dans le textile, dans les arts et dans la politique. Je voudrais cependant en nommer quatre, car ils signalent autant de victoires sur le chemin d'une véritable citoyenneté québécoise, sur le chemin d'une véritable présence de la diversité dans les réseaux de pouvoir du Québec moderne. Monsieur Jean Martucci fut président du Conseil de la langue française, une tâche délicate qui demandait compétence et doigté. Monsieur Claude Corbo, a dirigé ces dernières années une de nos grandes universités, l'UQAM. Mme Liza Frulla, en tant que ministre, a su concevoir pour toute la société québécoise une politique culturelle qui a recueilli un appui général. Et lorsqu'il s'est agi de représenter à l'écran il y a quelques années la québécoise traditionnelle, la québécoise typique, on a trouvé tout naturellement Marina Orsini. Vous admettez avec moi qu'il n'y a pas là matière à diagnostiquer une situation de controcourante. Mais je veux bien, avec vous et vos organisations, contribuer à ce que nous allions tous, encore plus, dans le même courant, celui d'un peuple québécois riche de sa diversité.

Est-ce que cette recherche d'espace civique commun signifie que l'état doit se désintéresser de situations qui peuvent survenir dans des groupes culturels particuliers? Pas du tout. On sait que plus de la moitié des jeunes noirs anglophones montréalais de 15 à 24 ans sont sans emploi. Voilà une situation précise qui demande, de la part de l'état, un remède particulier. De la même façon que s'il se développait une crise sociale ou économique dans un village d'Abitibi ou de Gaspésie, il faudrait y accorder une attention spéciale. Voilà, pour l'essentiel, le regard neuf que nous portons, de concert avec beaucoup d'organisations québécoises intéressées à ces questions, à la nouvelle étape de notre vie de peuple québécois.

Nous voulons y œuvrer, avec vous, quels que soient les choix politiques que les Québécois pourront faire quant à leur avenir politique. Je voudrais vous en dire quelques mots. D'abord, chez nous, c'est la démocratie qui décide. René Lévesque nous a légué une loi sur les consultations populaires, que tous les gouvernements du Québec ont respectée depuis. Au dernier référendum, une majorité de Québécois a choisi de rester au sein du Canada. Tous les Québécois sans exception, y compris les villes et les régions qui ont très majoritairement voté pour le Oui, ont accepté ce verdict. C'est le peuple en son entier qui décide. Et le peuple québécois en son entier continue de payer ses impôts au Canada et de voter aux élections du Canada.

Les Québécois ont voté en sachant que c'est à eux et à eux seuls que revenait le droit de choisir s'ils voulaient demeurer au Canada ou acquérir la souveraineté. Ils n'ont pas de permission à demander à qui que ce soit. Notre premier devoir est de défendre ce droit fondamental. Nous sommes surpris et déçus qu'il se trouve des individus, aujourd'hui, pour le remettre en cause et pour nous distraire ainsi de la tâche prioritaire que nous nous sommes tracés de rassembler les Québécoises et les Québécois pour les défis communs de la création d'emplois, de l'élimination du déficit et de la relance de la métropole.

Je vous dis ce soir qu'il n'est pas question de laisser le gouvernement fédéral et son allié Me Guy Bertrand dicter l'agenda politique au Québec. Nous avons du travail à faire, nous avons des emplois à créer, nous avons l'iniquité et la pauvreté à combattre, nous avons un déficit à éliminer. Le gouvernement des québécois est donc toujours dans les mêmes dispositions quant à la tenue éventuelle d'une élection. Nous gouvernerons aussi longtemps que possible, à l'intérieur du mandat actuel. Nous savons tous qu'en dernière analyse, le peuple lui-même peut, aux urnes, affirmer péremptoirement son droit à disposer de lui-même. C'est un recours ultime et exceptionnel. Cependant, il existe d'autres façons d'exprimer le consensus québécois sur la question de son droit à disposer de lui-même, notamment en le réaffirmant à l'Assemblée nationale. C'est ce que nous allons faire.

Je ne dirai par conséquent qu'un dernier mot sur la question de la souveraineté. Si un jour les Québécois devaient la choisir, en quoi est-ce que tout ce que je vous ai dit ce soir sur notre culture commune serait changé? En rien. Pour le peuple québécois, le respect des minorités, le respect de la diversité, sont des données permanentes, immuables, non-négociables. Un Québec souverain serait francophone, nord-américain, libre-échangiste. Un Québec souverain respecterait les droits individuels et devrait rester, comme il le fait aujourd'hui au niveau de son régime fiscal, compétitif avec ses voisins. Certains craignent un changement brusque, un dérapage, une remise en cause, par exemple, du droit de propriété. Le contraire est vrai. Le Québec, c'est vous et moi et tous les Québécois. Nous nous connaissons suffisamment pour savoir que nous partageons les mêmes valeurs et que nous allons y rester fidèles quoi qu'il arrive.

D'ailleurs, le budget qu'a déposé jeudi dernier Monsieur Landry est une bonne illustration de notre vision commune des choses. Nous voulons une société qui jouit de bases financières saines, et nous éliminerons le déficit avant la fin de la décennie. Mais nous voulons que cet effort soit réalisé dans l'équité entre les Québécois. Et, comme je l'ai affirmé lors de la conférence socio-économique de mars, un effort est demandé à tous. À ceux qui disent; » pas dans ma cour « , nous répondons : « nous prendrons quelque chose dans chaque cour », équitablement.

Dans un premier temps nous avons sérieusement comprimé les dépenses de l'état dans tous les secteurs. Nous le faisons aussi intelligemment que possible, en minimisant l'impact sur les services mais sans nous cacher que cela implique des sacrifices. Des augmentations de salaires prévues pour les cadres de l'état québécois ont été annulées. Le Budget de l'Assemblée nationale et des divers services aux députés et ministres ont été réduits de 5%. Ainsi, 80 % de notre effort de cette année s'est fait du côté des dépenses. Au budget, Monsieur Landry est allé chercher l'effort supplémentaire dans les cours qui n'avaient pas été touchées auparavant. Un effort pour les entreprises, surtout les plus grandes. Un effort pour le Mouvement Desjardins et pour le Fonds de Solidarité. Un léger effort pour les Québécois qui ont une protection syndicale ou celle d'une corporation.

Également, un effort pour nos aînés qui en ont les moyens. Je dis bien : « ceux qui en ont les moyens ». Car 72 % des personnes seules et 85 % des personnes âgées ne sont aucunement affectées par le budget de Monsieur Landry. Cependant, 15 % des personnes âgées qui ont effectivement des moyens plus importants sont appelées, comme les autres Québécoises et Québécois de revenu équivalent, à faire leur part.

Les seuls auxquels nous ne demandons pas un effort particulier, ce sont nos jeunes. L'ensemble des programmes concernant leurs frais de scolarité, leurs programmes d'accèsion à l'emploi ou de démarrage d'entreprise sont préservés et, en un sens, toute notre action de cette année vise à faire en sorte que les jeunes du Québec ne doivent pas payer, demain, les factures des générations qui les ont précédés.

Ce que nous sommes en train de faire, au fond, c'est de solidifier le Québec. Solidifier ses finances, solidifier son marché du travail, solidifier sa métropole, son filet social, son système d'éducation, sa fiscalité. Solidifier le Québec, pour le préparer à tous les défis que va amener le nouveau siècle mais surtout, pour être fiers du Québec que nous allons léguer à nos enfants.

Ce travail de consolidation ne peut se réaliser qu'avec l'apport de tous. C'est le message que je veux vous livrer ce soir. Le Québec a besoin de vous, comme il a besoin de chacune de ses citoyennes et chacun de ses citoyens. Il a besoin de votre intelligence et de votre savoir-faire pour les projets qui vous tiennent à cœur dans vos milieux, bien sûr, mais aussi pour le projet commun qui nous occupe, celui d'un peuple québécois plus uni, celui d'un Québec plus solide et plus prometteur.

Grazie.